



Conseil économique et social

Distr. générale
22 septembre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Academic Council on the United Nations System	3
2. ACT Alliance – Action by Churches Together	4
3. Action Canada for Population and Development	5
4. Advocates for Human Rights	7
5. Africa Humanitarian Action	8
6. Agence de développement économique et culturel nord-sud	10
7. Agency for Cooperation and Research in Development	11
8. Aging Research Center	13
9. AIDS Healthcare Foundation	14

* Les rapports soumis par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



10.	Alan Guttmacher Institute	15
11.	Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc.	16
12.	All-Russian Public Organization of Disabled People with Multiple Sclerosis	18
13.	American Planning Association	19
14.	AVSI Foundation	20
15.	Women and Modern World Centre	22

1. Academic Council on the United Nations System

Statut consultatif général : 1996

Introduction

Academic Council on the United Nations System (ACUNS) est une association professionnelle mondiale qui rassemble des établissements d'enseignement et de recherche, des chercheurs individuels et des professionnels qui participent aux activités des Nations Unies et étudient l'organisation et la coopération internationale.

Objectifs et mission

L'ACUNS encourage et soutient l'excellence et l'innovation dans la recherche scientifique, l'enseignement et les publications se rapportant aux Nations Unies et aux organisations internationales et œuvre au renforcement du dialogue entre les milieux universitaire et professionnel.

Changements à signaler

Un additif aux statuts a été adopté le 20 novembre 2015.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ACUNS se concentre principalement sur la promotion de la qualité et de l'innovation dans la recherche, l'enseignement et les publications au sujet des Nations Unies et les questions de gouvernance mondiale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les membres de l'ACUNS ont notamment participé aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme, à la dixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, aux onzième et treizième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement de l'Assemblée générale, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) et à la troisième Réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Directeur exécutif de l'ACUNS est membre du Groupe consultatif multipartite auprès du Président du Conseil économique et social (ECOSOC) et du Comité d'examen du programme de congés sabbatiques des Nations Unies, mis en place par le Service de la formation du Bureau de la gestion des ressources humaines.

L'ACUNS a organisé et mené des entretiens spéciaux proposés sous forme de podcasts avec plusieurs fonctionnaires des Nations Unies représentant, notamment, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), du Bureau des affaires de désarmement, et de la Division de la sensibilisation du public du Département de

l'information et du Pacte mondial. En 2012, l'ACUNS a organisé un atelier d'été intitulé « Water, Environment and Health: Addressing Knowledge, Capacity & Governance challenges (Eau, environnement et santé : remédier aux problèmes relatifs aux connaissances, aux moyens et à la gouvernance) » en collaboration avec l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies (UNU-INWEH).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Chaque année, dans le cadre de son atelier consacré aux études sur les organisations internationales, l'ACUNS accueille et appuie jusqu'à 10 fonctionnaires des Nations Unies en début de carrière, en poste au Secrétariat, mais aussi dans d'autres organes des Nations Unies et des missions, lors d'un séminaire de recherche d'une durée de huit jours.

2. ACT Alliance - Action by Churches Together

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

ACT Alliance – Action by Churches Together (ACT) est une coalition de 142 Églises et organisations connexes qui collaborent dans plus de 100 pays.

Objectifs et mission

Actifs dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la sensibilisation, les membres de l'ACT mènent des activités coordonnées et efficaces aux niveaux local, national, régional et mondial. Ces activités concernent notamment la préparation aux situations d'urgence, l'action humanitaire, l'efficacité du développement et la promotion de la justice climatique et des droits de l'homme.

Changements à signaler

L'ACT a vu le nombre de ses membres passer de 111 en 2011 à 140 à la fin de l'année 2015. L'organisation APRODEV, désormais appelée ACT Alliance EU, a rejoint l'ACT en janvier 2015. Le secrétariat mondial de l'ACT dispose à présent de bureaux dans six villes différentes : Genève, New York, Amman, Nairobi, Bangkok et San Salvador.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ACT a relayé les points de vue de différentes organisations confessionnelles sises dans 140 pays dans les domaines d'action suivants :

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;
- Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable;
- Consultations nationales, régionales et thématiques sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015;

- Comité intergouvernemental d’experts sur le financement du développement durable;
- Négociations intergouvernementales sur les objectifs de développement durable;
- Commission de la condition de la femme;
- Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l’ACT ont participé à plusieurs réunions organisées par les Nations Unies, notamment à des réunions sur les changements climatiques, le développement durable et le programme de développement durable pour l’après-2015, aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme, aux consultations du Sommet mondial sur l’action humanitaire, au débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social de 2015, à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et à la Conférence sur les changements climatiques tenue à Paris.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Secrétaire général de l’ACT siège au Comité permanent interorganisations par l’intermédiaire du Comité directeur pour les interventions humanitaires. Un membre de l’ACT a présidé le Comité directeur des ONG auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie

3. Action Canada for population and development

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Action Canada for Population and Development (ACPD) est une organisation de défense des droits de l’homme.

Objectifs et mission

L’ACPD vise à améliorer la qualité de vie en favorisant des politiques progressistes dans le domaine des droits et de la santé en matière de sexualité et de procréation.

Changements à signaler

L’ACPD a élargi son champ d’action : elle assure le fonctionnement d’une permanence téléphonique disponible 24 heures sur 24 et la coordination d’un réseau

d'organisations indépendantes spécialisées dans la santé en matière de sexualité et de procréation à travers le Canada.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ACPD tire parti des mécanismes du système des droits de l'homme des Nations Unies, et notamment des organes de surveillance des traités et du système de procédures spéciales et d'examen périodique universel, pour sensibiliser aux violations des droits sexuels et procréatifs et inciter à l'action sur ces questions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, les membres de l'ACPD ont participé :

- À toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, en organisant des manifestations parallèles, en prononçant des déclarations et en participant en qualité d'observateurs aux travaux du Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil et en présentant à celui-ci des rapports des parties prenantes;
- Aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme;
- Aux quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission de la population et du développement;
- À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio +20) de 2012;
- Et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, tenue en 2014.

Coopération avec les entités du système des Nations Unies

L'ACPD a organisé une manifestation à l'occasion de la présentation au Canada du rapport annuel intitulé État de la population mondiale du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Ses membres ont assisté à plusieurs réunions d'experts sur la santé en matière de sexualité et de procréation organisées par le FNUAP, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'ACPD a également coorganisé des manifestations parallèles sur les droits de l'homme et la santé en matière de sexualité et de procréation lors des trentième, vingt-sixième, vingt-quatrième et vingt-deuxième sessions du Conseil des droits de l'homme. En outre, le Directeur exécutif de l'ACPD a été nommé membre de l'Équipe spéciale de haut niveau pour la Conférence internationale sur la population et le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ACPD collabore avec l'Initiative internationale sur la mortalité maternelle et les droits de l'homme afin de sensibiliser la population au problème de la mortalité maternelle en tant que violation des droits fondamentaux et à l'importance de

recourir à des approches fondées sur les droits dans le cadre des politiques et programmes relatifs à la mortalité maternelle.

4. Advocates for Human Rights

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Créée en 1983, l'organisation Advocates for Human Rights s'emploie à promouvoir et à protéger le droit international des droits de l'homme et à mettre en œuvre les normes internationales en matière de droits de l'homme en vue de renforcer le rôle de la société civile et l'état de droit.

Objectifs et mission

L'organisation s'efforce de mettre au point des stratégies créatives, pratiques et durables visant à promouvoir et à protéger le droit international des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation enquête sur les violations des droits de l'homme et les dénonce, représente les victimes de violations des droits de l'homme, forme et aide les groupes de protection des droits de l'homme, mène une action pédagogique auprès du public, des décideurs et des enfants et promeut l'acceptation universelle des normes et principes du droit international des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, les représentants de l'organisation ont participé à des réunions de divers organes chargés des droits de l'homme, notamment : le Conseil des droits de l'homme et son examen périodique universel et la réunion d'experts internationaux consacrée à la réforme des organes créés en vertu d'instruments internationaux, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité des droits des personnes handicapées, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité contre la torture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour les travailleurs migrants et le groupe de travail de présession du Comité des droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La collaboration de l'organisation avec les entités des Nations Unies a pris les formes suivantes :

- Fourniture d'une assistance technique au Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes dans le cadre de recherches sur le concept de diligence raisonnable en droit international;

- Fourniture de témoignages d'experts au Comité des droits de l'homme dans le cadre du projet d'observation générale sur la liberté et la sécurité de la personne;
- Fourniture d'une assistance technique à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) dans le cadre de la mise à jour du module de législation du Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles et de travaux de recherche et d'analyse sur les lois contre la violence à l'égard des femmes menés dans le cadre de la compétition récompensée par le Future Policy Award du World Future Council;
- Réalisation de travaux de recherche de base et rédaction d'un rapport à l'intention du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur le droit international et la législation régionale relatifs à la violence à l'égard des femmes;
- Fourniture d'une assistance technique spécialisée au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dans le cadre de la participation de l'organisation au groupe de travail sur les enquêtes judiciaires aux fins de l'actualisation du Protocole du Minnesota;
- Fourniture de témoignages d'experts au Comité des droits des personnes handicapées en vue de la rédaction du projet d'observation générale sur la peine de mort et le handicap.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le 10 décembre 2015, l'organisation a lancé une nouvelle base de données Deadline pour les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. Parmi ses autres initiatives, on peut citer la fourniture d'un enseignement primaire gratuit et la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire pour 350 enfants défavorisés par an au Népal, ainsi que l'élaboration de politiques et de programmes scolaires sur la parité des sexes.

5. Africa Humanitarian Action

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Africa Humanitarian Action (AHA) est une organisation internationale basée à Addis-Abeba qui fournit des services en cas de situation de crise, et œuvre en faveur du développement et de la sensibilisation auprès des populations déplacées et vulnérables dans 20 pays africains.

Objectifs et mission

L'AHA vise à améliorer les conditions de vie des personnes déplacées et des populations vulnérables dans toute l'Afrique.

Changements à signaler

L'AHA a étendu ses programmes à la République de Djibouti et à la République du Soudan du Sud.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AHA a été membre du groupe consultatif sur le rapport phare intitulé « Sauver des vies aujourd'hui et demain : la gestion des risques de crises humanitaires » du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). De 2011 à 2015, le représentant de l'AHA a été membre et facilitateur du groupe de travail et des ateliers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) portant sur le thème du renforcement du cadre régissant la collaboration avec les partenaires d'exécution.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'AHA a fait une déclaration lors du débat de haut niveau tenu à la soixante-cinquième session annuelle du Comité exécutif du HCR sur le thème « Renforcement de la coopération internationale, de la solidarité, des capacités locales et de l'action humanitaire pour les réfugiés en Afrique ».
- L'AHA a présenté une contribution intitulée « Challenges to humanitarian action in East Africa » (Obstacles à l'action humanitaire en Afrique de l'Est) lors de l'atelier d'OCHA sur les politiques en vue d'un partenariat humanitaire consacré à la région de l'Afrique australe et orientale et lors de l'édition 2015 du Forum mondial annuel sur les politiques humanitaires d'OCHA.
- Des représentants de l'AHA ont assisté et participé en tant qu'intervenants au Forum mondial annuel sur les politiques humanitaires.
- L'AHA a présenté un exposé sur la protection des personnes déplacées dans leur propre pays à l'occasion de la réunion organisée par les Nations Unies selon la formule Arria sur ce thème.
- L'AHA a participé aux consultations annuelles du HCR avec les ONG et à la plupart des réunions des comités permanents et exécutifs.
- L'AHA a participé aux différentes réunions du module sectoriel Santé mondiale de l'Organisation mondiale de la Santé et assisté à des consultations régionales et thématiques en rapport avec le Sommet mondial sur l'action humanitaire.
- L'AHA a également assisté à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'AHA a participé à des activités de renforcement des capacités locales pour réduire la pauvreté et renforcer la résilience. L'organisation a mené des actions en faveur de l'enseignement scolaire et non scolaire, notamment en construisant des

écoles et en fournissant des supports pédagogiques. Elle a également mis en place des programmes générateurs de revenus et des programmes d'autonomisation des femmes, lutté contre la violence sexuelle et sexiste et proposé des soins de santé curatifs et préventifs, notamment en matière de santé maternelle, de nutrition et de prise en charge du VIH/sida, auprès des populations déplacées et vulnérables dans plusieurs pays africains.

6. Agence de développement économique et culturel Nord-Sud

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'Agence de développement économique et culturel Nord-Sud (ADEC-NS), basée à Toulouse (France), est une association à but non lucratif qui promeut le développement international et favorise la coopération économique interrégionale et internationale.

Objectifs

L'Agence œuvre ainsi à la création d'opportunités commerciales et de partenariats pour les entreprises principalement basées en région Midi-Pyrénées, avec les pays du bassin méditerranéen, de l'Union européenne ou de l'Asie centrale, et ce, dans une logique « gagnant-gagnant ».

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Agence travaille sur les questions de progrès social et le développement économique et culturel en offrant des possibilités de coopération pour les entreprises françaises, des universités et des institutions. Elle s'occupe de programmes d'échanges d'étudiants et d'enseignants, du transfert de savoir-faire et de technologie et de la création du commerce et des entreprises ou des associations conjointes. Un protocole de coopération a été signé en 2015 entre l'Université de Toulouse et le Ministère de la santé de la République d'Ouzbékistan dans le domaine médical.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Agence a sensibilisé les entreprises locales aux questions de responsabilité sociale des entreprises en France lors d'une réunion à Toulouse avec SAVCO, un membre du Pacte mondial des Nations Unies, tenue le 28 novembre 2013 et à laquelle ont assisté 120 participants.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'Agence contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable de diverses façons : en tant que partenaire de Oncopole campus l'Agence rassemble les acteurs régionaux pour lutter contre le cancer et contribuer à la recherche scientifique dans ce domaine; elle forme des médecins et des psychiatres ouzbeks dans le cadre de son partenariat avec l'Université médicale de Toulouse; elle organise des conférences pour les hauts fonctionnaires ouzbeks, notamment en ce qui concerne la transparence de la gestion des fonds publics; elle a organisé une réunion en collaboration avec Cegelec Solutions et Services à Toulouse le 10 décembre 2014, afin que cet acteur puisse s'entendre avec la délégation de l'ambassade de Palestine en France sur les termes et conditions de la mise en place d'unités mobiles permettant de fournir un soutien médical dans des situations de crise ou hostiles et pour produire de l'eau potable à partir d'eau de mer.

7. Agency for Cooperation and Research in Development

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Agency for Cooperation and Research in Development (ACORD) est une organisation panafricaine qui œuvre pour la justice sociale et le développement dans 17 pays africains.

Objectifs et mission

ACORD vise à améliorer les moyens de subsistance, en défendant en particulier la souveraineté alimentaire, à lutter contre les inégalités entre les sexes, à faciliter la prévention des conflits et la consolidation de la paix, à promouvoir l'apprentissage et à renforcer la capacité d'influer sur les politiques et les pratiques liées au VIH/sida en Afrique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

ACORD a coordonné le Groupe de travail africain de 300 organisations sur le programme de développement pour l'après-2015 et a contribué à l'organisation de la Journée de la société civile pour le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 du Secrétaire général.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, ACORD a assisté aux cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme et organisé des manifestations en marge de ces sessions. L'organisation a également coorganisé une manifestation parallèle avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en vue de la présentation d'un rapport intitulé « Looking

Back, Moving Forward » (Faire le bilan du passé, aller de l'avant) à l'occasion de l'examen après vingt ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing; elle a également coorganisé une manifestation parallèle à l'occasion de la présentation de la publication : « Femmes et filles africaines : leurs voix sur le monde post2015 ». Enfin, ACORD a participé à la première Assemblée des Nations Unies pour l'environnement tenue à Nairobi.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ACORD a mis en œuvre plusieurs projets grâce à l'appui financier qui lui a été fourni, entre autres, par :

- Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en vue de proposer une assistance multisectorielle aux réfugiés en République de Guinée;
- Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en République de l'Ouganda, pour fournir une aide d'urgence aux réfugiés congolais et sud-soudanais;
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), pour lutter contre la malnutrition en République islamique de Mauritanie et en République du Tchad et promouvoir l'hygiène au Tchad;
- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour promouvoir la consolidation de la paix en République du Kenya et en Guinée, la sécurité alimentaire en Mauritanie et en République du Burundi, la participation politique des anciens esclaves en Mauritanie et obtenir justice pour les victimes de violence sexuelle en République démocratique du Congo;
- Le Fonds international de développement agricole (FIDA), pour intensifier le développement agricole et accélérer la réalisation du premier [objectif du Millénaire pour le développement](#) au Burundi;
- ONU-Femmes, pour permettre aux femmes de jouer un rôle clef au Kenya, soutenir les productrices de lait au Burkina Faso, faciliter l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en Afrique, prévenir la violence sexuelle et assurer la participation des femmes à la prévention des conflits en République du Mali;
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Tchad, pour venir en aide aux ménages vulnérables.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ACORD a mis en œuvre un programme panafricain sur les droits des femmes afin de suivre les progrès réalisés dans le cadre de l'ODM n° 3 dans 10 pays d'Afrique. ACORD a également œuvré à la réalisation de l'ODM n° 1 en renforçant les capacités des acteurs concernés, en soutenant les petit producteurs et en mobilisant autour de la question des politiques agricoles en Afrique.

8. Aging Research Center

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Aging Research Center (CeSI) est situé à Chieti, en Italie, et promeut la recherche multidisciplinaire sur le processus de vieillissement humain.

Objectifs et mission

La mission du CeSI est de former une nouvelle génération de scientifiques actifs dans la recherche sur la biologie et la pathologie du processus de vieillissement et de se pencher sur les trois principaux types de maladies humaines liées à l'âge : les maladies cardiovasculaires, le cancer et les troubles neurodégénératifs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2012 et 2013, le CeSI a organisé des réunions sur le thème « Citoyen et citoyenneté » à l'intention des Italiens et des immigrants en provenance d'Afrique et d'Asie centrale. En 2013, il a publié un essai intitulé « Female old age in the collective imagery » (La vieillesse chez la femme dans l'imaginaire collectif).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CeSI a lancé les initiatives suivantes :

- Un cours universitaire sur les migrants et la santé pour les étudiants de tous les pays européens en 2013;
- La présentation d'un projet de construction d'un hôpital dans la région de Rukwa, en République-Unie de Tanzanie, qui a été approuvé par les autorités locales;
- Une contribution à l'entretien de l'aqueduc de Tosamaganga (région de l'Iringa) en République-Unie de Tanzanie.

9. AIDS Healthcare Foundation

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

La AIDS Healthcare Foundation (AHF) est une organisation mondiale à but non lucratif qui défend les droits de plus de 614 697 personnes, et leur fournit des médicaments novateurs, indépendamment de leur capacité à payer, dans 36 pays et par l'intermédiaire de 329 dispensaires.

Objectifs et mission

Les travaux de l'AHF sont axés sur la prévention et le traitement du VIH.

Changements à signaler

AHF a étendu ses opérations à 36 pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AHF est le principal fournisseur de soins médicaux dans le domaine du VIH/sida à l'échelle mondiale. L'organisation gère un programme de dépistage du VIH à grande échelle dans les 36 pays de programme. Ce programme permet de collecter une quantité importante de données épidémiologiques que l'organisation partage régulièrement avec le département de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui s'occupe du VIH/sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AHF a cofinancé et coorganisé, avec l'OMS et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA), deux forums sur le continuum de soins du VIH en Amérique latine, l'un au Mexique en 2014 et l'autre au Brésil en 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2010, l'AHF et ses programmes affiliés ont fourni gratuitement des services de conseil et de dépistage rapide du VIH à plus de 10 millions de personnes dans le monde. De nombreux centres de l'organisation fournissent également des services de dépistage et de traitement de la tuberculose et d'autres infections opportunistes liées au VIH. En 2014 et 2015, l'AHF a distribué gratuitement plus de 80 millions de préservatifs à travers le monde. En 2015, l'AHF au Nigéria a tenté, avec UNUSIDA et d'autres partenaires, de battre le record mondial Guinness de tests de dépistage du VIH en testant un total de 10 000 personnes en l'espace de huit heures.

10. Alan Guttmacher Institute

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Alan Guttmacher Institute promeut la santé sexuelle et procréative dans le monde entier grâce à un programme interdépendant de recherches en sciences sociales, d'information du public et d'analyse des politiques.

Objectifs et mission

Les travaux de l'Institut sont axés sur : les besoins des adolescents en matière de santé sexuelle et procréative, les bénéfices des investissements dans les services de santé sexuelle et procréative et les possibilités pour les femmes d'exercer pleinement leurs droits et responsabilités en matière de procréation et de sexualité saine.

Changements à signaler

L'organisation ne s'appelle plus Alan Guttmacher Institute mais Guttmacher Institute.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Guttmacher Institute a publié des rapports conjoints avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), dont « Adding It Up: the Costs and Benefits of Investing in Sexual and Reproductive Health » (Coûts et bénéfices des investissements en faveur de la santé sexuelle et procréative), dans lequel les auteurs plaident en faveur d'une augmentation des investissements afin de répondre aux besoins des femmes en matière de contraceptifs et de santé maternelle et néonatale dans les pays en développement (décembre 2014), et « Adding It Up: Costs and Benefits of Contraceptive Services – Estimates for 2012 » (Coûts et bénéfices des services contraceptifs – Estimations pour 2012), qui portait sur l'utilisation actuelle de contraceptifs parmi les femmes des pays en développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'Institut a participé à une table ronde lors de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme afin d'examiner les actions visant à autonomiser les femmes et les filles.
- Le FNUAP et l'Institut ont organisé une table ronde interactive sur les possibilités d'utiliser des données pour promouvoir la santé sexuelle et procréative dans le monde lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme en 2015.
- L'Institut a participé à deux tables rondes afin de présenter les travaux réalisés en vue d'élaborer un indicateur sur la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) lors du Sommet mesure et contrôle des résultats au service de la santé du Groupe de la Banque mondiale (2015).
- L'Institut a participé aux réunions trimestrielles organisées par le FNUAP dans le cadre du partenariat Family Planning 2020.

- L'Institut a organisé, en collaboration avec l'organisation International Planned Parenthood Federation, une table ronde intitulée « Demystifying Data: A Sneak Preview of a New Advocacy Tool to Improve Young People's Sexual and Reproductive Health Across the World » (Démystifier les données : premier aperçu d'un nouvel outil de sensibilisation permettant d'améliorer la santé sexuelle et procréative des jeunes à travers le monde) lors de la réunion de 2012 de la Commission de la population et du développement. Il a également contribué à organiser et à animer une table ronde intitulée « Advancing Family Planning Beyond Cairo: New Research to Inform Investments, Policies and Programs in the post-2015 Development Framework » (Faire progresser la planification de la famille après le Sommet mondial de la famille du Caire : nouvelles voies de la recherche pour orienter les investissements, les politiques et les programmes dans le cadre de développement pour l'après-2015).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Guttmacher Institute continue à collaborer avec le FNUAP, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin d'élaborer des indicateurs relatifs à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation dans le cadre des ODD; il collabore aussi avec cette dernière pour estimer l'incidence au niveau mondial de l'avortement, qu'il soit légal ou clandestin, et les répercussions sanitaires des procédures clandestines.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a publié une série de rapports de recherche et d'analyse des politiques mettant en évidence les besoins non satisfaits en matière de planification de la famille et d'autres services de santé sexuelle et procréative qui sont essentiels à la réalisation des OMD n° 4 et n° 5.

11. Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc.

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Fondé en 1993, le Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc. (Sabin) est une organisation à but non lucratif réunissant des scientifiques, des chercheurs et des militants qui œuvrent à la réduction des souffrances humaines inutiles liées aux maladies tropicales négligées (NTD) et à la prévention vaccinale.

Objectifs et mission

Sabin élabore de nouveaux vaccins, milite pour une plus grande utilisation des vaccins existants et favorise l'élargissement de l'accès à des traitements médicaux abordables en collaboration avec les gouvernements, les établissements universitaires, les scientifiques, les professionnels de la santé et d'autres organisations à but non lucratif.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Sabin mène des projets de recherche et de développement destinés aux personnes souffrant de maladies telles que l'ankylostome, la schistosomiase, la leishmaniose, l'ascaridiose, le trichocéphale, la maladie de Chagas et le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). En sensibilisant les dirigeants à l'importance de la vaccination et de la charge de morbidité et en encourageant la collaboration entre tous les partenaires de développement sur les questions liées aux vaccins, Sabin s'emploie à améliorer la sensibilisation, l'accès aux traitements, l'élaboration de politiques et l'action au niveau mondial. Le Réseau mondial pour la lutte contre les maladies tropicales négligées (Global Network) de l'Institut s'emploie à accroître la sensibilisation et à mobiliser la volonté politique et les ressources financières nécessaires pour contenir et éliminer les sept maladies tropicales négligées les plus courantes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Sabin a soumis des observations écrites concernant les maladies tropicales négligées et sur le thème « Comment assurer la transition des objectifs du Millénaire pour le développement à ceux du développement durable ». L'Institut a proposé un exposé lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2015, assisté au Forum des partenariats du Conseil économique et social de 2014 et participé en tant qu'intervenant à la réflexion sur la propriété intellectuelle menée par le Conseil économique et social en 2013. Sabin a également coorganisé des manifestations parallèles, notamment une table ronde sur les approches multisectorielles visant à éliminer les vers intestinaux chez les enfants en marge de l'Assemblée générale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les représentants de Sabin ont assisté à plus de 30 réunions organisées sous l'égide des Nations Unies entre 2012 et 2015 et ont notamment participé en 2015 à l'atelier sur le financement commercial de la vaccination, de la nutrition et des fournitures sanitaires organisé par l'UNICEF, à la réunion des partenaires dans le domaine de l'épidémiologie du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, à la réunion de planification du Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS, à la réunion sur le thème de la vaccination à l'échelle mondiale organisée par l'OMS ainsi qu'aux travaux de l'Équipe spéciale de l'OMS chargée de travailler sur les pays à revenu intermédiaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Sabin a mis à jour le modèle de formulaire commun de présentation de rapports de l'UNICEF et de l'OMS pour y inclure des messages d'alerte qui apparaissent lorsque les pays communiquent par inadvertance des données financières inexactes.

12. All-Russian Public Organization of Disabled People with Multiple Sclerosis

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'organisation All-Russian Public Organization of Disabled People with Multiple Sclerosis (RuMSS) a été créée pour veiller à la santé et au bien-être des personnes touchées par la sclérose en plaques dans la Fédération de Russie.

Objectifs et mission

L'organisation a pour but de protéger et de faire respecter les droits constitutionnels des personnes touchées par la sclérose en plaques en Russie et d'améliorer la qualité de l'assistance médicale et sociale à leur disposition.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- RuMSS a participé aux consultations en ligne pour la réunion de haut niveau sur le handicap et le développement tenue en 2013 par l'Assemblée générale.
- RuMSS a participé à la manifestation baptisée Innovation Award for Stories on People's Empowerment, lancée par la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales.
- RuMSS a pris part au débat de haut niveau sur l'examen ministériel annuel en 2014 et fait une déclaration à cette occasion.
- RuMSS a assisté à l'allocution du pape François lors de la soixante-dixième Assemblée générale des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- RuMSS a ouvert un centre de réadaptation pour les familles des personnes atteintes de sclérose en plaques à Samara.
- RuMSS a appuyé l'initiative de la « Journée mondiale de la SEP » organisée par la Fédération internationale de la sclérose en plaques, à Londres.

- Le site Web principal de RuMSS, en russe, publie 30 à 70 articles et actualités par mois sur des sujets allant du sort des patients atteints de SEP aux efforts de sensibilisation et de résolution de problèmes déployés par les agences de RuMSS auprès des autorités locales, en passant par les manifestations consacrées aux services, à l'administration et aux traitements sanitaires.

13. American Planning Association

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Active depuis 1909, l'American Planning Association est la plus ancienne et la plus grande organisation non gouvernementale consacrée à la promotion d'une bonne planification urbaine et régionale. Aujourd'hui, elle compte plus de 38 000 membres dans plus de 100 pays.

Objectifs et mission

L'American Planning Association (APA) joue un rôle de chef de file dans l'action visant à bâtir des communautés dynamiques en prônant l'excellence dans la planification au niveau local, en favorisant l'enseignement et l'autonomisation des citoyens et en fournissant les outils et l'appui nécessaires pour relever les défis liés à la croissance et au changement. Nous collaborons avec les organisations, les gouvernements, les citoyens et les entreprises du secteur privé pour résoudre les problèmes des communautés, petites comme grandes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a essentiellement collaboré avec ONU-Habitat, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Elle a fourni un appui aux forums urbains mondiaux organisés par ONU-Habitat et financé et facilité les débats et séances de travail en réseau sur des sujets tels que les changements climatiques, la participation du public, le renforcement des capacités de planification et l'atténuation des effets des catastrophes naturelles. L'APA continue de collaborer avec le PNUD et le Ministère des terres et des ressources naturelles de la Chine dans le cadre de son programme pour la Chine afin d'évaluer les programmes de développement rural menés dans ce pays. L'organisation a collaboré étroitement avec l'UNESCO dans le cadre des évaluations des sites du patrimoine mondial et contribué aux activités de formation et d'assistance technique dans le cadre de son partenariat avec le Comité national américain du Conseil international des monuments et des sites. L'APA a organisé des réunions préparatoires à Habitat III, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale des partenaires et de la Campagne urbaine mondiale, et a présenté des déclarations pendant toute la durée des travaux du Comité préparatoire de la Conférence.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'APA a participé aux forums urbains mondiaux, aux manifestations organisées dans le cadre de la Conférence Rio +20 et du Comité préparatoire d'Habitat III, ainsi qu'aux réunions thématiques régionales organisées en amont de la Conférence, qui s'est tenue à Quito. Elle a participé aux assemblées générales et aux débats sur la recommandation concernant le paysage urbain historique de l'UNESCO, apportant une contribution détaillée et un appui résolu au document final. L'organisation a publié un document de réflexion commun avec le Conseil international des monuments et des sites sur le patrimoine culturel en tant que pilier du développement durable dans le cadre de ses observations sur les objectifs de développement durable et le Nouveau Programme pour les villes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'APA participe régulièrement aux réunions et activités des principaux organes des Nations Unies, comme décrit ci-dessus.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'APA a mis en place un programme baptisé « Sustaining Places Program » et conçu comme un vecteur de promotion des OMD. Dans le cadre de ce programme, elle a organisé à travers les États-Unis une série de débats et d'échanges d'idées ambitieuses (« Big Ideas »), ainsi que les conférences de la série annuelle baptisée « l'Enfant ». L'APA a invité des experts mondiaux à participer à sa conférence annuelle qui constitue le plus grand rassemblement de planificateurs au monde, et une manifestation d'envergure où sont présentées des études et des publications sur l'équité sociale et la préservation de l'environnement, la viabilité et l'engagement civique. Depuis l'adoption des objectifs de développement durable, l'APA s'emploie à les promouvoir dans le cadre du programme « Sustaining Places Program », notamment en organisant des ateliers sur ce thème. Elle a également participé à plusieurs des campus urbains qui ont débouché sur l'adoption du Nouveau Programme pour les villes lors de la Conférence Habitat III.

14. AVSI Foundation

Statut consultatif général : 1996

Introduction

AVSI Foundation est une ONG internationale de développement et d'aide humanitaire qui planifie et met en œuvre des projets durables à moyen et à long terme dans différents pays et en présente les résultats.

Objectifs et mission

L'AVSI mène actuellement plus de 100 projets éducatifs, socioéconomiques et humanitaires à long terme dans 32 pays.

Changements à signaler

En 2012, la Fondation a accueilli 12 nouveaux membres provenant de 10 pays. Un membre s'est retiré en 2013. Des modifications mineures ont également été apportées aux statuts en 2015.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a pris part au lancement du Réseau des solutions pour le développement durable et a présenté deux de ses pratiques en matière de solutions durables, l'une relative à l'entrepreneuriat au féminin et l'autre concernant les possibilités d'emploi pour les jeunes handicapés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- La Fondation a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et a coparrainé la manifestation parallèle baptisée « The Human Being: the Core of a Sustainable City » (L'Être humain, cœur d'une ville durable).
- La Fondation a présenté une déclaration écrite au débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2013.
- Depuis septembre 2014, la Fondation suit les travaux préparatoires en vue de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III).
- La Fondation a également assisté au deuxième Forum annuel sur l'énergie durable pour tous.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période considérée, la Fondation a collaboré avec :

- Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, sur les fonds de financement communs et la plateforme de dialogue et le programme de terrain des ONG pour lutter contre la malnutrition à Port-au-Prince et dans le département du Sud, en Haïti;
- Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), afin de présenter l'étude sur l'indice de protection de l'enfance réalisée avec l'Université Columbia dans le camp de réfugiés de Kiziba au Rwanda;
- Le Programme alimentaire mondial (PAM), dans le cadre des consultations annuelles de celui-ci avec ses partenaires;
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), dans le cadre de programmes de coopération sur le terrain en République démocratique du Congo (Réponse rapide aux mouvements de population dans le Sud-Kivu) et au Liban (Assistance monétaire multisectorielle pour les réfugiés syriens vulnérables et les communautés d'accueil au Liban);
- La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), dans le cadre de sept programmes sur le terrain de lutte contre la violence sexiste à Port-au-Prince;

- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le cadre de plusieurs programmes sur le terrain menés en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud dans les domaines de l'aide d'urgence, de l'éducation et de la protection de l'enfance;
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre d'un programme sur le terrain visant à améliorer la production alimentaire et la nutrition pour les familles touchées par le conflit dans l'État kachin.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- La Fondation et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération ont organisé conjointement une conférence sur le rôle du secteur privé dans le développement durable à Rome le 24 avril 2015.
- La Fondation a organisé une exposition intitulée « Generating Beauty: New Beginnings at the Ends of the Earth » (Créer la beauté : Nouveaux débuts aux confins de la Terre), parrainée par la Mission permanente du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre de la vingt-neuvième session du Conseil des droits de l'homme.
- La Fondation a présenté des ateliers intitulés « Feeding the planet, energy for life » (Nourrir la planète, de l'énergie pour la vie) dans le cadre de l'Exposition universelle de Milan (Italie), en 2015.

15. Women and Modern World Centre

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Women and Modern World Centre est une ONG féminine indépendante qui a été créée le 2 juillet 1999 en Azerbaïdjan.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de protéger les droits fondamentaux des femmes azerbaïdjanaises.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Forum des ONG organisé à Genève dans le cadre de la Réunion régionale d'examen Beijing +20 de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et a évoqué la situation économique des femmes et leur place sur le marché du travail en Azerbaïdjan. Elle a participé à la soixantième session du

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie
